

---

## Bulletin d'histoire politique

# Les socialistes franco-américains et les Canadiens, 1901-1914

Michel Cordillot



---

Volume 3, numéro 2, hiver 1995

L'histoire du Québec revue et corrigée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063246ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063246ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

### Citer cet article

Cordillot, M. (1995). Les socialistes franco-américains et les Canadiens, 1901-1914. *Bulletin d'histoire politique*, 3(2), 83-101.  
<https://doi.org/10.7202/1063246ar>

---

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## LES SOCIALISTES FRANCO-AMÉRICAINS ET LES CANADIENS, 1901-1914

Michel Cordillot

*Université Paris VIII*

**D**ans le domaine de l'histoire sociale, comme dans celui de l'histoire militaire, on ne connaît généralement que le point de vue de ceux qui l'ont emporté. Le point de vue des vaincus a le plus souvent été oublié ou occulté.

Ainsi, à l'occasion de mes recherches portant sur l'histoire des révolutionnaires francophones aux États-Unis — petite minorité haute en couleurs dont le militantisme, de 1848 à 1916, ne s'est jamais démenti — je me suis aperçu que, durant les années qui précéderent la Première Guerre mondiale, ce que l'on pourrait appeler la dimension canadienne de leur activité militante avait pris une importance décisive. Par dimension canadienne, il faut entendre les liens noués par les militants socialistes franco-américains avec des Canadiens francophones de Nouvelle-Angleterre, mais aussi du Québec ou d'autres régions du Canada, et les progrès qui en résultèrent en termes d'implantation et de recrutement. C'est d'abord à exhumer quelques bribes de ce passé méconnu que je voudrais m'essayer ici.

Ceci me conduira dans un deuxième temps à formuler quelques réflexions résultant de la mise en parallèle de la chronologie de l'action développée par les socialistes franco-américains en direction des Canadiens français et de la chronologie de l'émergence d'une Fédération socialiste de langue française aux États-Unis d'une part, et de l'essor du socialisme francophone au Canada — pour ce que j'en sais<sup>1</sup> — d'autre part.

\* \* \*

En 1900, cela fait plus d'un demi-siècle qu'il existe aux États-Unis un mouvement socialiste de langue française — le mot socialiste étant ici employé au sens le plus large du terme. Ce mouvement s'est constitué autour des expérimentateurs sociaux, cabétistes et fouriéristes, venus tenter de construire dans le Nouveau Monde une société idéale, autour des

émigrés et exilés politiques rescapés des convulsions de la Deuxième République, du coup d'État de Louis-Napoléon et de la Commune de Paris, autour enfin des émigrés économiques radicalisés par les conditions de vie et de travail dans les bassins houillers de Pennsylvanie où ils se sont trouvés regroupés en assez grand nombre par suite d'un phénomène de migration en chaîne<sup>2</sup>. Ce mouvement a joué un rôle particulièrement important durant la période de la Première Internationale, puisque un tiers environ des 6000 membres de l'AIT aux États-Unis étaient regroupés au sein des sections francophones<sup>3</sup>.

Le véritable paradoxe est que durant ces cinquante années, alors qu'ils sont freinés dans leurs activités par l'absence d'une base ethnique de masse, les socialistes franco-américains ne se sont guère intéressés aux centaines de milliers de Canadiens francophones vivant de part et d'autre de la frontière entre le Canada et les États-Unis.

On peut certes avancer quelques éléments d'explication. Jusqu'en 1880, le socialisme franco-américain est d'abord le fait d'émigrés ou d'exilés politiques, et reste pour cette raison prioritairement tourné vers la France. Nombre de ces hommes et de ces femmes vivent dans l'attente du moment où ils pourront rentrer au pays, et même ceux qui sont installés aux États-Unis s'intéressent avant tout à l'évolution de la situation politique en France. Leur activité militante, même quand elle se réclame de l'internationalisme, garde pour objectif premier de peser sur le cours des événements hexagonaux.

À partir en gros du milieu des années 1880, ceux des émigrés et exilés politiques qui ne sont pas repartis au lendemain de l'amnistie de 1879-80 sont désormais intégrés dans le paysage social américain. En outre, les troupes militantes appelées à prendre la relève sont maintenant presque exclusivement recrutées dans les rangs de l'émigration économique (même si cette dernière peut parfois avoir également une dimension politique, comme dans le cas des mineurs du Nord mis à l'index pour fait de grève). Tous sont désormais prêts à faire des États-Unis leur terrain de lutte privilégié, même s'ils continuent de s'intéresser à l'évolution de la situation en France. Là toutefois se dresse un obstacle de nature politique. Le mouvement révolutionnaire francophone qui renaît de ses cendres vers 1885-86 est alors, et restera jusqu'à la fin du siècle, dominé par des militants anarchistes prônant la lutte à outrance et le refus de toute concession. Or, du fait de leurs positions intransigeantes, ces derniers ne sont que trop enclins à accepter les idées reçues concernant les Canadiens, réputés être des catholiques fanatiques et indécrottables et donc imperméables aux idées

révolutionnaires. Pour les *radicals* français d'Amérique — qui professent souvent un athéisme intransigeant — ces colonies francophones restent, cruelle ironie, littéralement terre de mission.

On comprend dans ces conditions que, jusqu'au tournant du siècle, les révolutionnaires américains francophones n'aient guère eu de contacts avec les ouvriers canadiens-français. À l'époque de la Première Internationale (implantée aux États-Unis de 1869 à 1876), les idées révolutionnaires ne semblent pratiquement pas avoir touché les communautés canadiennes de la Nouvelle-Angleterre, bien qu'il y ait eu une section française à Boston, et que quelques contacts aient été établis dans la ville de Providence (Rhode Island) à partir de 1873.

Durant les années qui suivent et jusque vers 1900, l'écho de la propagande révolutionnaire au sein des milieux francophones de Nouvelle-Angleterre restera insignifiant. Les anarchistes francophones sont pourtant conscients de la présence, désormais massive de cette population essentiellement ouvrière qu'il faudrait parvenir à toucher (d'un peu plus de 100 000 en 1870, les Canadiens français passeront à 575 000 en 1900): c'est ainsi que *la Torpille*, le journal lancé par le blanquiste anarchisant Édouard David en 1885 et qui donne le signal de la renaissance du mouvement socialiste francophone, lance un appel à ses lecteurs en vue de constituer un fichier de 10 000 adresses de travailleurs de langue française aux États-Unis et au Canada, en particulier dans les villes manufacturières<sup>4</sup>. Cette initiative, apparemment restée sans suite, est reprise par le *Réveil des masses*, qui est publié à l'origine sous forme de lettre afin de pouvoir toucher les Canadiens français<sup>5</sup>.

En fait, il semblerait que ce soit à travers l'action syndicale — c'est à partir du milieu des années 1880 que François Weil a noté les premières formes d'engagement militant des Canadiens français de Nouvelle-Angleterre dans les luttes revendicatives — et par le biais de la propagande des cercles socialistes anglophones que les idées socialistes aient commencé à pénétrer dans les milieux canadiens-français. Les premiers signes d'éveil d'un mouvement socialiste francophone en Nouvelle-Angleterre sont à mettre au compte des socialistes De Leoniens (alors organisés au sein du *Socialist Labor Party*, de tendance marxiste orthodoxe, fondé en 1877). *Le Bourdon*, organe éphémère de langue française du SLP rédigé et dirigé par le vétéran socialiste belge Albert Delwarte, a depuis le début des agents chargés de la diffusion à River Point, Woonsocket, Providence et Cranston (Rhode Island) et à Haverhill (Massachusetts)<sup>6</sup>. Il semble même que la Nouvelle-Angleterre soit la région où le SLP est le mieux implanté dans les

milieux francophones, puisque sur 9 agents-diffuseurs au plan national, 5 sont dans cette région. On manque malheureusement d'informations plus précises, puisque deux numéros seulement de ce journal (sur les 9 publiés au total) ont pu être retrouvés. On sait cependant que le SLP compte dans ses rangs deux Canadiens français très actifs, qui joueront ultérieurement un rôle important dans la propagande socialiste en direction des milieux canadiens-français: il s'agit de Joseph Charbonneau, l'agent du *Bourdon* à Cranston en 1899, et de Joseph Bédard de Lawrence (Mass.) qui organisera en 1903 une célébration du 1er Mai dans cette ville sous les auspices du SLP et de la *Socialist Trades & Labor Alliance*. Sans doute faut-il voir dans tout ceci un rapport avec l'implantation du SLP au Canada dès 1894, y compris à Montréal<sup>7</sup>. On sait aussi que le n° 2 du SLP, le Français Lucien Sanial, a fait dès 1898 une tournée de propagande au Canada à l'invitation des sections canadiennes du SLP. Il a en particulier donné plusieurs conférences à Montréal, dont certains militants québécois gardaient encore le souvenir en 1904<sup>8</sup>.

Enfin, dans le même temps, on relève quelques traces de prosélytisme anarchiste dans les régions minières de l'Ouest canadien, qui sont le fait de mineurs francophones immigrés tels Pete Bouvet, qui abonne plusieurs mineurs de Joggins Mine à la *Tribune libre*, ou encore les Belges J. Gueulette à Northfield et Everts dans l'Île de Vancouver<sup>9</sup>. Ils fourniront un groupe de militants dynamiques au mouvement revendicatif et révolutionnaire qui se développera dans tout l'Ouest canadien après 1900<sup>10</sup>.

Mais au tournant du siècle le bilan, en vérité, reste bien mince.

★ ★ ★

En revanche, à partir de l'année 1901, les choses vont rapidement évoluer. Essentiellement parce que le mouvement franco-américain répudie en bloc ses positions anarchistes au profit d'un socialisme démocratique incluant le recours à l'action électorale. Le principal artisan de ce tournant est un Breton, Louis Goaziou, un ancien mineur anarchiste rallié au syndicalisme de métier, qui a été gagné au socialisme en 1898 par Albert Delwarte; le principal instrument de cette conversion est un journal hebdomadaire, *l'Union des travailleurs*, que Goaziou parvient à établir sur des bases durables, et qui paraîtra durant quinze années<sup>11</sup>. Ce sont principalement les informations données par ce journal qui nous permettent de percevoir cette évolution des esprits au sein des communautés canadiennes-françaises.

Dès 1901, il existe en Nouvelle-Angleterre au moins deux «locaux» (sections) francophones du *Social Democratic Party* (qui, cette même année, va s'unir aux dissidents du SLP pour fonder le *Socialist Party of America*): le premier a été fondé à Lawrence (Massachusetts) par un militant canadien-français du nom de Talbot, résidant à Haverhill, et compte 30 membres; l'autre est à Nashua (New Hampshire), où un club socialiste canadien-français, «L'Avenir», ouvrira ses portes quelques mois plus tard<sup>12</sup>. Rapidement la diffusion de *l'Union des travailleurs* s'organise en Nouvelle-Angleterre, avec des agents à Lowell et à Nashua et un certain nombre d'abonnés à Lewiston, Nashua et plusieurs autres villes industrielles. Un premier résultat encourageant est enregistré lors des élections de 1901, puisque Talbot, candidat à la législature dans le Massachusetts recueille 256 voix contre 578 au Républicain qui est élu<sup>13</sup>.

*L'Union des travailleurs* touche également les colonies franco-canadiennes implantées en dehors de la Nouvelle-Angleterre. Deux nouveaux abonnés de la région des Grands Lacs, Joseph Charbonneau qui vit désormais à Chicago, et Wilfrid Bellemare qui travaille à Kalamazoo (Mich.) joueront de ce point de vue un rôle notable.

À partir de ces premières avancées et sans doute à la demande du PSA, gêné dans sa progression électorale par les difficultés qu'il éprouve pour toucher cette masse d'ouvriers peu réceptifs à une campagne menée en langue anglaise, Louis Goaziou songe à lancer un vaste travail de propagande parmi les Canadiens français. À un camarade qui lui a envoyé un dollar pour la propagande, il annonce: «Cette semaine, avec votre dollar, nous enverrons 100 copies de ce journal dans le Massachusetts où il y a des milliers de Canadiens français qui n'ont encore aucune idée de ce qu'est le socialisme<sup>14</sup>.» À cette première initiative fait aussitôt écho l'invitation adressée à Goaziou par les socialistes d'Auburn (Maine) à venir faire une tournée de propagande en direction des Canadiens français des principaux centres manufacturiers de Nouvelle-Angleterre. Sans s'engager formellement, Goaziou promet d'y réfléchir. À cette date, il semble encore penser qu'une telle initiative serait prématurée et donc peu efficace.

Un nouveau pas est franchi peu après. *L'Union des travailleurs* ayant été prise à partie dans un article publié le 28 mai 1903 par *le Messenger* de Lewiston, Goaziou, piqué au vif, décide de réagir vite et fort. Répondant longuement et point par point à l'article du *Messenger*, il entame une polémique qui fait la une de son journal durant plusieurs semaines. Dans le même temps; il lance un appel à l'aide financière de ses lecteurs, afin de pouvoir imprimer chaque semaine des centaines d'exemplaires

supplémentaires de *l'Union* destinés à être distribués gratuitement aux Canadiens français de Nouvelle-Angleterre. L'appel ayant été entendu, 200 exemplaires de *l'Union* sont expédiés à Lewiston, 100 à Nashua, 100 à Adams, 12 à Southbridge, 25 à Millford, 25 à Boston, 15 à State Farm, 15 à Brockton, 15 à Holyoke, 15 à Nothampton, 15 à Lowell, 25 à New Haven; une cinquantaine de numéros sont en outre envoyés à diverses adresses individuelles transmises par les militants locaux<sup>15</sup>. Ainsi s'esquisse une première carte de l'implantation socialiste en Nouvelle-Angleterre francophone.

Les premiers résultats de cette campagne de propagande sont jugés très encourageants: plus de 100 abonnements répartis dans une quinzaine de villes sont payés au journal et, de surcroît, trois agents en assurent désormais la diffusion militante à Lowell, Cambridgeport et Nashua. Encouragés par le succès de cette première initiative, les lecteurs de *l'Union* continuent d'envoyer de l'argent pour que la campagne puisse se poursuivre. En Nouvelle-Angleterre, les autorités s'émeuvent, saisissent des paquets de journaux dans les bureaux de poste, multiplient les tracasseries, mais rien ne semble devoir freiner le mouvement. Conscient des possibilités existantes, Goaziou insiste sur le fait que pour coordonner la propagande socialiste francophone en dehors de son bastion originel, la région minière de Pennsylvanie, la meilleure solution serait de créer une Fédération socialiste française, conformément à l'évolution qui se dessine alors au sein du SPA<sup>16</sup>.

Début 1904, le mouvement se poursuit. De petites sommes d'argent continuent d'arriver chaque semaine au journal pour financer la propagande en direction des Canadiens français et, en retour, le nombre des abonnés croît régulièrement en Nouvelle-Angleterre. À l'occasion d'une nouvelle polémique qui oppose *l'Union* à un journal francophone de Nashua, Goaziou apparaît désormais bien au fait des particularismes du milieu qu'il cherche à gagner. À l'affirmation de son contradicteur selon lequel «l'inégalité est voulue par Dieu», il s'empresse d'opposer un sermon du curé Grolleau de l'église Sainte-Anne de Fall River:

[...] Le socialisme un jour sur la terre règnera. Ce n'est pas d'essayer de [le] tuer qu'il s'agit, vous n'y réussirez pas [...]; ce qu'il faut faire c'est l'instruire, c'est le corriger, c'est en un mot l'élever dans le plus beau sens du mot<sup>17</sup>.

Il faut dire que Goaziou, élevé dans un environnement familial très imprégné de religion, va se révéler être pour ses contradicteurs catholiques un adversaire redoutable qui ne saurait être pris en défaut de méconnaissance de la doctrine chrétienne et excelle à se mettre à la portée d'auditeurs dont il comprend bien la psychologie.

Quelques temps plus tard, à l'occasion du congrès national du Parti socialiste qui se tient à Chicago et auquel il participe, Goaziou est pour la première fois amené à s'adresser à des auditoires composés de Canadiens français. Deux réunions, organisées par le camarade Charbonneau sous les auspices de deux Unions locales francophones de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers (AFL) se tiennent durant la première semaine de mai. La première se déroule dans les caves de l'église catholique des Canadiens et a été annoncée en chaire par le prêtre: Goaziou parvient à retenir l'attention d'un auditoire de 60 charpentiers, fait 3 abonnements, noue des liens; trois jours plus tard, en dépit du fait que les présents étaient «préjudiciés d'avance», il remporte de nouveau un franc succès. Seule ombre au tableau, la question de la constitution d'une Fédération de langue française a entre temps été laissée en suspens par le congrès national du Parti<sup>18</sup>.

Les réunions animées par Goaziou ne sont pas passées inaperçues. Elles sont même déplorées par le *Courrier canadien* de Chicago et, du coup, Goaziou met au défi le rédacteur anonyme d'accepter un débat contradictoire. Le défi ne sera pas relevé.

Désormais Goaziou sait qu'il est possible de gagner des adhérents parmi les Canadiens français. Mais il faudrait que des propagandistes francophones se rendent sur place, ce qui nécessite des moyens financiers que l'*Union* ne peut à elle seule fournir. Sur ces entrefaites, Goaziou se voit proposer d'aller effectuer une tournée de propagande syndicale rémunérée au Canada. Saisissant la balle au bond, il prévient les militants qu'il s'arrêtera au retour pour donner des conférences dans plusieurs villes de Nouvelle-Angleterre.

C'est à l'invitation de l'Union internationale des ouvriers brasseurs, dont la direction est contrôlée par des socialistes, que Goaziou se rend au Canada. Sans doute s'agissait-il en partie de contrebalancer les effets de la venue à Montréal du dirigeant de l'AFL Samuel Gompers l'année précédente<sup>19</sup>. En effet, il ne s'agit pas d'une simple incursion ponctuelle, puisque Goaziou va séjourner au Québec cinq semaines au total, du 11 juillet au 17 août 1904.

Le but premier de son voyage est d'organiser les ouvriers brasseurs au sein de l'Union internationale. Il n'y parviendra pas, essentiellement du fait de l'opposition conjointe des patrons brasseurs et des membres de l'Union nationale, mais posera de solides jalons préparatoires. En revanche, il profitera de son séjour pour établir des contacts avec le mouvement ouvrier organisé des villes de Montréal et Québec — dont il rencontre nombre de



dirigeants<sup>20</sup> — assurant plusieurs meetings (dont un, tenu à Québec sous l'égide de l'Union des charpentiers rassemble entre 200 et 300 auditeurs) et assistant à d'importantes réunions comme celle du Conseil des métiers et du travail de Montréal, au sein duquel siègent alors les représentants de toutes les unions internationales. Il se lie également d'amitié avec le vice-président de l'Union des typographes de Montréal, J.-A. Rodier, qui tient la chronique ouvrière dans le journal *La Patrie* et qui, ancien Chevalier du Travail comme lui, a été en octobre 1899 l'un des fondateurs du premier Parti ouvrier à Montréal<sup>21</sup>.

Goaziou met également à profit son séjour pour faire une active propagande en faveur de la création d'un parti ouvrier socialiste, ayant constaté qu'il y avait, à Montréal notamment, nombre de socialistes, mais pas d'organisation. Lorsqu'il quitte le Canada au terme de ce premier séjour, l'idée de former un Club d'Études sociales est dans l'air à Montréal.

Dans ces conditions, on peut penser que dans un contexte rendu favorable par l'approche d'échéances électorales importantes et le bouillonnement de l'activité syndicale, la tournée de propagande de Goaziou, au même titre que le passage en octobre de la délégation ouvrière française en route pour Saint-Louis<sup>22</sup>, a contribué à favoriser la renaissance à Montréal en décembre de la même année d'un Parti ouvrier au sein duquel J.-A. Rodier, mais aussi Alphonse Verville et Joseph Ainey (avec lesquels Goaziou s'est longuement entretenu) tiennent les premiers rôles.

Quoi qu'il en soit, *l'Union* a désormais des abonnés dans plusieurs villes du Canada: à Montréal (où plusieurs des abonnés sont en même temps des dirigeants des principaux syndicats ouvriers tels J.-A. Rodier, délégué des typographes au Conseil des métiers et du travail, L. Charbonneau, délégué des boulangers, Émile Pelletier, délégué des peintres<sup>23</sup>) et à Québec (l'agent de *l'Union* qui se charge de collecter les abonnements est un syndicaliste typographe, L.-G. Authier), mais aussi à Toronto (Lapierre, Wilfrid Bellemare — qui place à lui seul 35 abonnements d'essai), Winnipeg (Alénard), ou encore Inverness (Glabais, Maufort), soit au total plusieurs dizaines d'abonnements qui font de *l'Union des travailleurs* le premier journal socialiste de langue française durablement diffusé au Canada<sup>24</sup>.

★ ★ ★

Goaziou n'en a toutefois pas terminé avec les Canadiens francophones. Du Québec, il passe directement en Nouvelle-Angleterre. Du 22 au 26 août, il parle successivement à New Auburn (salle comble), à Lewiston (300 à 400 personnes, selon le compte rendu — très élogieux — du *Messenger*), à

Westbrook, à Biddeford (un meeting public dans la salle Saint-Jean-Baptiste, puis une rencontre avec les délégués de la Convention nationale des tisseurs), et enfin à Nashua (où 10,85 \$ sont collectés pour de nouveaux abonnements).

L'affaire aura un retentissement durable et des prolongements dans plusieurs villes de Nouvelle-Angleterre, comme à Torrington (Connecticut), où une nouvelle section locale est fondée et plusieurs abonnements recueillis. Non seulement Goaziou a fait bonne impression sur ses auditeurs, y compris ceux qui étaient venus lui porter la contradiction, mais il a renforcé et encouragé l'organisation des socialistes locaux. Désormais, et c'est ce qui importe le plus à ses yeux, il y a à Nashua ou Lewiston des militants du cru capables de prendre des initiatives de propagande (ainsi en octobre, un socialiste de Biddeford commande 50 exemplaires de *l'Union* par semaine pour la durée de la période électorale) et de tenir la dragée haute aux journaux francophones qui font preuve d'hostilité au mouvement, tel ce militant de Lewiston qui écrit au *Messenger* pour protester contre des assertions erronées, et invite en conclusion le rédacteur et les lecteurs dudit *Messenger* «à lire le livre *Capital* par Karl Marx<sup>25</sup>.» Le socialisme francophone est désormais durablement implanté en Nouvelle-Angleterre, ainsi que semblent l'indiquer certains résultats relevés — non sans quelque fierté — par les correspondants de *l'Union* lors des élections présidentielles: en l'espace de 4 ans, Debs est passé de 11 à 103 voix à Biddeford, et à Westbrook, le gros de ses 78 voix proviennent du quartier canadien<sup>26</sup>.

On notera encore que, si les socialistes progressent, les anarchistes ne parviendront jamais vraiment quant à eux à s'implanter parmi les Canadiens français, bien qu'ils aient noué quelques contacts à Paterson et à Lynn, où existe une minuscule «Section française»<sup>27</sup>.

\* \* \*

À l'implantation fait suite un processus de consolidation. Le nombre des Canadiens abonnés croît aussi bien au Canada qu'en Nouvelle-Angleterre, voire dans des villes comme Chicago (où Charbonneau et Rivet placent parmi leurs compatriotes 25 abonnements d'essai durant le seul mois octobre 1904<sup>28</sup>). Des groupes se forment à l'initiative de militants locaux à Torrington, Olneyville, Paterson, Salem, Woonsocket. Surtout, les militants franco-canadiens vont jouer un rôle important dans la constitution de la Fédération française du textile qui, à partir de 1906-1907, est affiliée à l'IWW.

Puis vers 1908 débute une nouvelle phase, qui aboutira cette fois à la création officielle au sein du PSA d'une Fédération de langue française.

Fin mars 1908, Goaziou reprend son bâton de pèlerin pour une tournée de propagande en Nouvelle-Angleterre financée par la direction nationale du SPA. Il en profite pour faire une brève visite au Canada, à l'invitation de ses camarades canadiens. Il se rend d'abord à Toronto, où il tient les 27 et 28 mars deux réunions en français et une réunion en anglais. Avec pour principal résultat la formation d'une section locale de langue française du Parti socialiste du Canada<sup>29</sup>. À cœur vaillant internationaliste, rien d'impossible! Le dimanche 29 mars, il parle à Montréal au Temple du travail devant un auditoire de quelques centaines de personnes l'après-midi pour une conférence de langue anglaise, et d'une cinquantaine seulement le soir pour la conférence de langue française<sup>30</sup>; encore faut-il préciser que plusieurs prêtres avaient demandé aux fidèles de s'abstenir d'y assister, et qu'en outre l'entrée en était payante (10¢). Durant ce deuxième séjour canadien, Goaziou fait la connaissance d'un socialiste canadien-français, Elzéar Boulay, qui était un actif correspondant et diffuseur de *l'Union* depuis déjà plusieurs années<sup>31</sup>.

Dans la foulée, Goaziou fait une nouvelle tournée en Nouvelle-Angleterre. Commençant par le New Hampshire, il visite successivement les villes de Claremont, Franklin, Manchester, Nashua, Lawrence, Worcester, New Bedford et Woonsocket, avant d'achever sa tournée à New Haven et Danbury, parlant à chaque fois devant des auditoires réceptifs à défaut d'être très nombreux<sup>32</sup>. Quelques semaines plus tard, une lettre d'un vieux routier du mouvement social francophone, David Mikol, nous apprend qu'il existe des sections socialistes locales de langue française fort actives à Lawrence, Lowell et dans plusieurs autres villes, et que la conférence de Woonsocket a eu des effets très positifs<sup>33</sup>. Goaziou lui-même apparaît plutôt optimiste à la suite de cette tournée dont l'organisation par les soins du Secrétariat national du SPA s'est révélée très approximative, ainsi qu'en témoignent les nombreux changements d'itinéraire de dernière minute: il parle «de bon terrain qui ne demande qu'à être défriché» et envisage de continuer l'envoi chaque semaine de plusieurs centaines d'exemplaires de *l'Union*, à distribuer<sup>34</sup>.

Il va même faire plus encore, puisque le numéro de *l'Union* en date du 20 août 1908 est un numéro spécialement consacré aux Canadiens français. Ce dernier connaît d'ailleurs un réel succès. Les socialistes de Woonsocket en commandent par exemple 1000 exemplaires à distribuer. Eugène Capeau, de Providence, en commande pour sa part 50 exemplaires, bien

qu'il soit encore à cette date membre du SLP (mais il se déclare favorable à une unification avec le SPA). La diffusion paraît avoir été rondement menée, ainsi qu'en témoigne les nombreuses lettres de satisfaction venues tant de Nouvelle-Angleterre que du Canada (Robert Caron de Montréal, qui en avait commandé 100 exemplaires à distribuer aux camarades du «Pacifique» et signale que plusieurs articles ont été partiellement reproduits par les journaux de Montréal; Lucien Brisebois de Hull; L.-O. Gagnon de Québec; Rockwell Boulanger de New Bedford; Clovis Ouellette de Lowell; etc.<sup>35</sup>). Peu après, *l'Union* ne cache pas sa satisfaction en accusant réception du premier numéro d'un journal socialiste français publié à Montréal sous le titre, *l'Aube*<sup>36</sup>.

L'implantation socialiste se renforce donc parmi les Canadiens français, comme en témoigne le nombre grandissant des abonnés au Canada et en Nouvelle-Angleterre, mais aussi les résultats électoraux comme à Danbury, où le nombre des suffrages socialistes passe de 37 à 117 à l'automne de 1908<sup>37</sup>. Durant les mois qui suivent, ce travail de fourmi va se poursuivre, les socialistes établissant de nouveaux contacts avec les Canadiens, tant par le biais de *l'Union des travailleurs*, que par le biais des syndicats, notamment par la *United Mine Workers Association*, bien implantée au Canada, et qui compte par ailleurs dans ses rangs plusieurs centaines de socialistes francophones dans les États miniers du Mid-West et de l'Ouest<sup>38</sup>. Il conviendrait également de regarder de près ce qui se passe au niveau de la Franc Maçonnerie durant les années qui suivent, en particulier pour ce qui concerne la très progressiste Fédération américaine du Droit Humain qui plante des loges au Canada, et dont le président national est, à partir de 1908, ... un certain Louis Goaziou.

Mais les progrès sont lents et incertains, car ces années sont des années difficiles au plan économique et cela freine le militantisme. Des frémissements témoignent pourtant que des évolutions sont en cours. Ainsi à Providence (R.I.), une militante socialiste francophone a fait savoir avant de mourir qu'elle souhaitait être enterrée civilement. L'affaire fait grand bruit dans la communauté canadienne-française, et 800 personnes, drapeaux rouges en tête, suivront le cortège jusqu'au cimetière pour entendre Eugène Capeau prononcer l'éloge funèbre de la défunte<sup>39</sup>.

Lorsqu'en 1911 le projet de constituer une Fédération de langue française du Parti socialiste est de nouveau mis à l'ordre du jour, il est bien accueilli par les militants de Nouvelle-Angleterre, en particulier à New Bedford (où un jeune Vosgien récemment arrivé, H. Remy, vient de relancer la section locale) et à Lawrence, où Eugène Capeau s'écrie, lyrique:

Pourquoi nous, descendants des pionniers des Grandes Révolutions, enfants des sciences Sociales ayant jeté ces jets de Lumière aux prolétaires de l'Univers, resterions-nous en arrière?

Devons-nous renier les principes de nos frères qui sacrifièrent leur vie en 89, 48, 71 pour nous donner plus de justice, de liberté et de bien-être?

Est-ce parce que nous sommes dans un pays étranger, dans le pays du dieu dollar, que nous devons rester dans l'inertie? Non, camarades<sup>40</sup>.

Outre-45<sup>e</sup>, les Canadiens suivent avec intérêt cette évolution, espérant pouvoir profiter de certaines retombées pratiques. Un abonné d'Eastview, à Ottawa, nommé Jacques Ouellette suggère par exemple qu'une nouvelle souscription soit ouverte parmi les lecteurs de *l'Union* afin que des exemplaires du journal soient envoyés en grand nombre aux Canadiens en guise de propagande électorale<sup>41</sup>.

Peu après éclate à Lawrence la grande grève «du pain et des roses». On sait le rôle joué dans ce conflit par les membres des *Industrial Workers of the World* et les divisions qui opposèrent la majorité des Américains, des Irlandais et des Canadiens français d'une part aux autres nationalités plus engagées dans le mouvement d'autre part. Moins connu en revanche est le rôle décisif que jouèrent dans le lancement du mouvement un groupe non négligeable de militants canadiens-français regroupés derrière Louis Picavet, un ouvrier textile membre de la section locale n° 20 de l'IWW depuis 1906, et qui a coordonné à partir de l'été 1911 une série de mouvements sectoriels. L'implantation des *wobblies* syndicalistes-révolutionnaires dans les milieux canadiens-français est par ailleurs confirmée par la publication à Olneyville (Rhode Island) en 1910-1911 d'une feuille mensuelle de langue française, *l'Émancipation*, dont la composition et l'impression s'effectuent dans l'atelier d'imprimerie... de *l'Union des travailleurs*<sup>42</sup>.

Lorsqu'est lancé le mouvement, la première réunion des grévistes se tient au *Franco-Belgian Hall*, le bâtiment destiné à abriter en temps normal les réunions de la communauté francophone<sup>43</sup>. Mille Canadiens français font grève aux côtés des 10 000 Italiens, des 2500 Syriens, des 2000 Lituanais, des 2000 Polonais, etc.; et lorsque les enfants de grévistes débarquent à New York afin d'y être confiés à des familles d'accueil pour la durée de la grève, on leur fait chanter «la Marseillaise» en français, car c'est la langue maternelle de la plupart d'entre eux<sup>44</sup>. C'est en outre l'ancien militant du SLP, Joseph Bédard, rallié au SPA de Debs vers 1905, qui est élu président du comité de grève. Ce grand mouvement mobilise les socialistes canadiens-français. De New Bedford (où 50 des 200 adhérents du SPA sont des Canadiens français), arrivent plusieurs commandes de numéros supplémen-

taires; à Lawrence, les militants locaux commandent 500 exemplaires du supplément de *l'Union* consacré aux deux dirigeants de la grève emprisonnés, Ettore et Giovannitti. Au total Eugène Capeau pourra déclarer «*l'Union des travailleurs* a été pour nous, durant la grève, un très grand appui moral<sup>45</sup>.»

Presque au même moment la situation se débloque enfin sur la question de la Fédération française. Louis Goaziou, qui a été le rapporteur au congrès national de 1912 sur la question des Fédérations de langue, obtient un accord de principe. Officieuse dans un premier temps, la Fédération française se dote rapidement d'un projet de règlement. Dès lors il suffit que cinq sections locales manifestent leur intention d'y adhérer pour que son existence soit statutairement entérinée. Goaziou trouve aussi, en la personne du Californien francophone Sigurd Russell, un militant qui accepte de prendre en charge la correspondance et les démarches préliminaires au lancement de la Fédération auprès du comité exécutif national. Début août, une nouvelle section est formée à Haverhill (Massachusetts), et Sigurd Russell est envoyé par le Parti pour faire une tournée de réunions en Nouvelle-Angleterre. Mais après quelques prises de parole, notamment à Lawrence (où la section locale est en voie de réorganisation) et Woonsocket (devant un auditoire de 400 à 500 personnes réunies au Club socialiste français), Russell, aphone, doit s'interrompre pour quelques jours avant de tenir une nouvelle série de réunions, en débutant à Salem le 12 août<sup>46</sup>. Durant son périple, Russell visite ensuite successivement Nashua, Manchester et Berlin, avant d'aller tenir plusieurs réunions dans le Rhode Island. ■ annonce que le programme du Parti socialiste va être imprimé en français à 100 000 exemplaires et en attendant, il a rédigé en concertation avec Goaziou deux brochures de propagande plus spécialement destinées aux Canadiens français (dont l'une intitulée «*L'ouvrière et le socialisme*» est imprimée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires au frais du Comité national des femmes du SPA)<sup>47</sup>.

Jouant son rôle d'organe de langue française du SPA, *l'Union* appuie les efforts de S. Russell, en annonçant la publication en août d'un nouveau numéro plus spécialement destiné aux Canadiens français. Les militants du Rhode Island en commandent aussitôt 500 exemplaires, ceux de Manchester 100, et le socialiste canadien J. A. Walker en réclame pour sa part 70 exemplaires pour distribuer autour de lui dans l'Ontario<sup>48</sup>. Dans un rapport peut-être un peu optimiste, S. Russell recense en Nouvelle-Angleterre 35 villes au total où des militants ont effectivement distribué du matériel de propagande en langue française, et il prédit que cette région sera

à terme le centre nerveux de la Fédération française, avec quelque 20 à 30 sections locales<sup>49</sup>. Dans la foulée, il est décidé que le principal article de Goaziou figurant dans ledit numéro spécial et intitulé «Catholique et socialiste» sera tiré à 30.000 exemplaires sous forme de tract, afin d'être plus largement diffusé en Nouvelle-Angleterre, mais aussi — sans doute pour répondre à des demandes réitérées des amis québécois — d'être expédié «à toutes les familles canadiennes des endroits les plus reculés du Canada». Une fois de plus, un appel à la souscription est lancé pour couvrir les frais.

En novembre, la section locale de Nashua (21 adhérents) se déclare officiellement en faveur de la Fédération française, tandis que celle de Brockton (Massachusetts), qui en compte 15, annonce qu'elle adhèrera dès que le chiffre de 25 membres sera atteint, c'est-à-dire sous peu (elle commande en attendant 500 exemplaires du tract «Catholique et socialiste»<sup>50</sup>).

Toutefois la fondation de la Fédération va connaître un dernier retard, car faute d'être assuré d'un salaire de permanent, Sigurd Russell jette l'éponge au terme de sa tournée en Nouvelle-Angleterre. Preuve que la situation a mûri, il ne faudra que quelques semaines pour lui trouver un remplaçant, en la personne du Canadien français Joseph Ricard, qui réside à Elk Point (Dakota du Sud). Bilingue, ce camarade qui a étudié dans ce qu'il décrit comme «un des plus grands collèges de l'Amérique », le collège Sainte-Marie de Montréal, est prêt à reprendre bénévolement la fonction de secrétaire-traducteur de la Fédération<sup>51</sup>. Dès lors, il n'y a plus aucun obstacle à la concrétisation du projet que caressent depuis longtemps les socialistes franco-américains. Le 27 juillet 1913, *l'Union des travailleurs* annonce la formation du Bureau exécutif provisoire de la Fédération socialiste de langue française, laquelle demande officiellement son admission au SPA et est agréée définitivement en janvier 1914<sup>52</sup>.

Lorsqu'en mai le secrétaire-traducteur Joseph Ricard est en mesure de présenter un bilan récapitulatif officiel des forces de la Fédération, cette dernière compte 489 adhérents répartis en 20 locaux. Quatre de ces derniers sont en Nouvelle-Angleterre (Brockton et Lowell Mass., Nashua N.H., Woonsocket R.I.), et d'autres sont en voie de formation à Lawrence et Fall River (Mass.), à Claremont (N.H.) et à Providence (R.I.). En permettant qu'un nouveau point d'appui vienne s'ajouter aux bastions traditionnels des régions minières de la Pennsylvanie et du Middle West, la percée réalisée au sein des populations canadiennes francophones de Nouvelle-Angleterre, a finalement contribué de manière décisive à rendre possible la mise sur pied de cette Fédération.

Au total, les éléments rassemblés ci-dessus me paraissent baliser un certain nombre de pistes de recherche.

Si l'on étudie en effet la propagation des idées révolutionnaires parmi les Canadiens français, on voit s'esquisser une chronologie comportant trois étapes bien distinctes. Jusqu'à la fin du siècle, les révolutionnaires américains francophones n'ayant pratiquement aucun contact avec les ouvriers canadiens-français, on ne relève pratiquement aucune avancée des idées progressistes en Nouvelle-Angleterre; puis, au cours des premières années du xx<sup>e</sup> siècle, intervient la phase d'implantation des idées et organisations socialistes parmi les Canadiens français; enfin, durant les dix années précédant la Première Guerre mondiale, la Nouvelle-Angleterre va devenir une des principales bases d'implantation du socialisme francophone aux États-Unis. Il est frappant de constater que cette chronologie fait écho à celle de l'évolution du mouvement social francophone aux États-Unis: largement dominé par les anarchistes depuis la dissolution de l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale) jusqu'à la fin des années 1890, il se convertit massivement au syndicalisme de métier et au socialisme au tournant du siècle, jouant un rôle actif en faveur du Parti Socialiste d'Amérique d'Eugene Debs à partir des années 1905-1906 pour finalement s'organiser, à l'instar de la plupart des autres minorités nationales, en Fédération de langue française rattachée à ce parti.

Il est clair que la prise en compte de la présence des Canadiens a modifié en profondeur, et dans une certaine mesure réorienté l'activité de propagande des socialistes franco-américains, en la recentrant géographiquement sur la Nouvelle-Angleterre — voire occasionnellement sur les communautés francophones du Canada — et en la forçant à prendre des formes partiellement nouvelles (nécessité de penser une forme d'approche spécifique des populations catholiques). Que les sections locales socialistes canadiennes-françaises de Nouvelle-Angleterre soient devenues, en l'espace d'une seule décennie, un des principaux points d'appui du socialisme francophone est un fait qui, pour inattendu qu'il soit, devra désormais être pris en compte dans toute évaluation d'ensemble d'un mouvement dont l'histoire est encore à écrire.

À l'inverse, il apparaît non moins évident que *l'Union des travailleurs* a bien joué un rôle essentiel dans la prise de conscience de milliers de Canadiens français venus travailler «aux États», ouvrant un processus qui devait paradoxalement déboucher à terme sur leur américanisation. On doit en effet retenir l'idée qu'il s'est produit au tout début du siècle des changements



significatifs dans les attitudes politico-idéologiques d'une partie au moins des ouvriers canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre. Plus précisément, on peut déceler chez ces ouvriers, longtemps critiqués pour leur manque de conscience de classe, leur réticence face à la syndicalisation et aux grèves, et pour leur attachement aveugle à une religion rétrograde, l'amorce d'une évolution qui, sous l'effet de leur expérience industrielle, va progressivement modifier leurs comportements sociaux, les rapprochant de ceux des autres groupes ethniques. En particulier, il serait nécessaire de regarder de plus près les résultats électoraux, circonscription par circonscription, pour vérifier si — et dans quelle mesure — les comportements électoraux des ouvriers canadiens-français vis-à-vis des candidats socialistes ont été effectivement différents de ceux des autres groupes ethniques. Le vote socialiste témoignait en effet dans leur cas d'une double rupture: avec le pays d'origine, du fait de la naturalisation pour les immigrants de la première génération, et avec les valeurs traditionnelles, en particulier l'attachement au catholicisme.

Enfin, ce même journal me paraît également avoir joué un rôle — même s'il m'est, à ce stade de mes connaissances, plus difficile de l'évaluer — dans l'émergence du mouvement socialiste québécois en servant d'instrument de propagande et de point d'appui à un mouvement qui faisait alors ses premiers pas. De ce point de vue, il est frappant de constater l'intérêt de plus en plus soutenu que *l'Union des travailleurs* porte aux nouvelles de toutes sortes en provenance du Canada, y compris aux faits divers ayant des connotations sociales.

Il est donc fort à parier que l'exploitation du *Dictionnaire du mouvement ouvrier québécois* actuellement en préparation et, conjointement, celle du *Dictionnaire des socialistes francophones des États-Unis* auquel je travaille de mon côté, permettront de nouvelles avancées dans notre compréhension des influences réciproques qu'exercèrent l'un sur l'autre les mouvements socialistes américains et canadiens de langue française au cours des années d'apprentissage qui précédèrent la Première Guerre mondiale.

## Notes

1. Je tiens ici à remercier Robert Comeau, Bernard Dansereau et Robert Demers qui m'ont aidé, par leurs critiques, leurs suggestions et leur connaissance de la bibliographie et des archives à me familiariser avec l'histoire du mouvement ouvrier canadien.
2. Sur cette question, voir Michel CORDILLOT, «Les émigrés politiques et les militants ouvriers et socialistes français aux États-Unis (1848-1914)», *Bulletin de l'ARNA*, n° 1, décembre 1990, pp. 20-26.
3. Voir Hubert PERRIER, «Idées et mouvement socialistes aux États-Unis, 1864-1890», Thèse de doctorat d'État, Université Paris VIII, 1984, vol. 1.

4. *La Torpille*, publication mensuelle dédiée aux travailleurs de langue française au Canada et aux États-Unis, n° 3, janvier 1886.
5. *La Révolte* (Paris), III (1889), n°37, p. 4.
6. *Le Bourdon*, 8 avril 1899.
7. cf *L'Action politique des ouvriers québécois*, Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 11.
8. *L'Union des travailleurs*, 11 août 1904.
9. *La Tribune libre*, 3 décembre, 10 décembre 1896; 23 mars, 18 mai 1899.
10. cf A. Ross McCORMACK, *Reformers, Rebels, and Revolutionaries. The Western Canadian Radical Movement, 1899-1919*, Toronto & Buffalo, University of Toronto Press, 1991 (1977).
11. Sur Louis Goaziou et *l'Union des travailleurs*, voir Michel CORDILLOT, «L'apport des recherches sur les militants franco-américains au débat sur les migrations transatlantiques», *Bulletin du RCHTQ*, n° 57, vol. 19, 3 (automne 1993), pp. 5-10.
12. *L'Union des travailleurs*, 19 février 1902.
13. *L'Union des travailleurs*, 14 novembre 1901.
14. *L'Union des travailleurs*, 11 décembre 1902.
15. *L'Union des travailleurs*, 18, 25 juin 1903.
16. *L'Union des travailleurs*, 5 novembre 1903. Ayant un grand nombre d'adhérents d'origine étrangère, le SPA dut finalement se résoudre à accepter que ces derniers s'organisent en Fédérations nationales distinctes. La première de ces Fédérations fut celle des Finnois, fondée précisément en 1904; en 1915, 14 Fédérations de langue étaient affiliées au SPA, et en 1917, 40% des adhérents du Parti étaient membres de l'une ou l'autre de ces Fédérations de langue (Theodore DRAPER, *The Roots of American Communism*, Scranton, Viking, 1957, p. 32).
17. *L'Union des travailleurs*, 11 février 1904.
18. *L'Union des travailleurs*, 5, 12, 19 mai 1904.
19. La tournée de propagande de Gompers a connu un réel succès; il a notamment fait la une de *La Presse*, le 2 mai 1903 (cf Jacques ROUILLARD, *Histoire du syndicalisme québécois. Des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, p. 93).
20. Entre autres: à Montréal, Joseph Ainey (charpentiers), Alphonse Verville (Pdt du Conseil des métiers et du travail), Berthiaume (charpentiers), Rodier et Tardif (typos), Dupont (ouvriers de la confection), Latreille (piqueurs de marbre), Pelletier (peintres), L. Charbonneau (boulangers), Chartrand (commis de bar), Mathieu et L'Espérance (cordonniers); à Québec, Lévêque (charpentiers), Petitclerc (secrét. du Conseil fédéré des métiers et du travail), Côté, Poitras, Authier (typos), etc.
21. cf *L'Action politique des ouvriers québécois*, *op. cit.*, introduction. Sur Joseph-Alphonse Rodier, lui-même né aux États-Unis où son père s'était réfugié après les rébellions de 1837-38, voir la biographie rédigée par Jacques ROUILLARD in *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XIII, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1994, pp. 962-963.
22. cf Jacques ROUILLARD, «L'action politique de la classe ouvrière», in Fernand DUMONT & al., *Idéologies au Canada Français, 1900-1929*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 1974, p. 280; Claude LARIVIÈRE, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 33.
23. Parmi les autres abonnés de Montréal identifiés, on relève notamment les noms d'Albert Saint-Martin, Plamondon, Cantin, Guillaume Flautier, Elzéar Boulay et Alphonse Ouellet. N'y figure pas en revanche celui de Gustave Francq.
24. Ce fait n'échappera pas à l'attention vigilante des milieux ultra-catholiques. On relève en effet dans *La Vérité* en date du 26 mars 1910 le passage suivant: «Le socialisme français

- a fondé à Montréal cinq sociétés coopératives, deux salles à dîner à prix réduit, une épicerie, une boulangerie et une manufacture de cigares. Leur bibliothèque renferme 300 volumes socialistes et anticléricaux. Les journaux que le groupe français propage sont *L'Union des travailleurs*, *La Lanterne*, *Les Temps nouveaux*, et le *Coton [Cotton's Weekly]*. Il est actuellement question de fonder à Montréal un journal socialiste et anticléric.»
25. *L'Union des travailleurs*, 29 septembre 1904.
  26. *L'Union des travailleurs*, 1<sup>er</sup> décembre 1904. François Weil a mis en évidence le fait qu'entre 1880 et 1910 la proportion des naturalisés a fortement augmenté parmi les Canadiens français, ces derniers voyant dans la naturalisation un moyen de peser dans le jeu politique par leurs votes (François WEIL, *Les Franco-Américains*, Paris, Belin, 1989, p. 166).
  27. *Cogito Ergo Sum*, 15 octobre, 15 novembre 1908.
  28. *L'Union des travailleurs*, 20 octobre 1904.
  29. *L'Union des travailleurs*, 2 avril 1908.
  30. *La Presse*, 30 mars 1908, p. 2.
  31. Ce dernier, qui se définissait comme un socialiste «bouillant» (par opposition aux «tièdes»), avait été à l'origine d'une polémique avec les dirigeants du Parti ouvrier du Canada, qu'il accusait d'avoir décidé d'exclure de leur organisation les vrais socialistes. Ce fut Alphonse Ouellet, un autre collaborateur canadien du journal, qui lui répondit au nom du Parti ouvrier. cf *L'Union des travailleurs*, 20 mars, 11 avril 1907.
  32. *L'Union des travailleurs*, 9 avril 1908.
  33. *L'Union des travailleurs*, 9 juillet 1908.
  34. *L'Union des travailleurs*, 16 avril 1908.
  35. *L'Union des travailleurs*, 10, 17 septembre, 8, 15 octobre, 26 novembre 1908.
  36. *L'Union des travailleurs*, 9 décembre 1908: l'adresse de *l'Aube* est 975, Ste-Catherine Est, Montréal, et le montant annoncé de l'abonnement est de 4\$. Ce journal n'eut que deux numéros, qui sont consultables à la Bibliothèque nationale à Montréal.
  37. *L'Union des travailleurs*, 12 novembre 1908.
  38. C'est ainsi par exemple qu'un dirigeant de l'Union des mineurs de Cobalt, Ontario, A.-N. Gauthier, s'adresse à *L'Union des travailleurs* pour faire exécuter une importante commande de travaux d'imprimerie (17\$ au total); satisfait, il déclare qu'il recommandera l'imprimerie de *L'Union* à la direction du syndicat. cf *L'Union des travailleurs*, 21 octobre 1909.
  39. *L'Union des travailleurs*, 17 mars 1910.
  40. *L'Union des travailleurs*, 10 août 1911.
  41. *L'Union des travailleurs*, 7 septembre 1911; dans le même temps, les annonces publiées par les socialistes québécois Paul France et Jules Dartagnant pour tenter de trouver des compagnes partageant leurs idées, bonnes militantes — mais pas noire — pour le premier, «en vue d'une union sexuelle» pour le deuxième, attestent la confiance ... aveugle qu'ils éprouvent envers ce journal (*L'Union des travailleurs*, 5 octobre 1911, 8 février 1912).
  42. Aucune collection de cette feuille n'a pu être à ce jour localisée, mais un très grand nombre d'articles ont été reproduits dans *L'Union des travailleurs*.
  43. Melvyn DUBOFSKY, *We Shall Be All. A History of the IWW*, Chicago, Quadrangle, 1969, pp. 233-35, 256, 504-506; Nick SALVATORE, *Eugene V. Debs: Citizen and Socialist*, Urbana/Chicago, The University of Illinois Press, 1982, p. 251.
  44. *L'Union des travailleurs*, 25 janvier, 22 février 1912.
  45. *L'Union des travailleurs*, 23 mai 1912.
  46. *L'Union des travailleurs*, 8, 15 août 1912.
  47. *L'Union des travailleurs*, 3 octobre 1912.

48. *L'Union des travailleurs*, 15 août, 5 septembre 1912.
49. *L'Union des travailleurs*, 5 septembre 1912.
50. *L'Union des travailleurs*, 7, 21 novembre 1912. Malgré cela, un ouvrage aussi sérieux que celui de Henry F. BEDFORD (*Socialism and the Workers in Massachusetts, 1886-1912*, Amherst, The University of Massachusetts Press, 1966) reste désespérément muet concernant le rôle des socialistes franco-américains.
51. *L'Union des travailleurs*, 6, 20 février 1913.
52. Il est surprenant qu'aucun historien américain n'ait jamais relevé l'existence de cette Fédération (qui continuera pourtant de fonctionner avec des hauts et des bas au moins jusqu'en septembre 1916). Peu après le déclenchement des hostilités en Europe, c'est encore un Canadien français bilingue, Léon Durocher, qui sera chargé par Joseph Ricard de faire de la propagande pour la Fédération de langue française (*L'Union des travailleurs*, 20 août 1914).